

Sommaire

Fonctionnaires

Les magistrats de Côte d'Ivoire se révoltent

Notre Voie - vendredi 18 janvier 2019

Neuf cadres du Trésor public distingués

Le Jour Plus - jeudi 17 janvier 2019

Politique

Duncan représente Ouattara à Antananarivo

Fraternité Matin - vendredi 18 janvier 2019

Quand le continent africain prend son destin en main

Fraternité Matin - vendredi 18 janvier 2019

Hamed Bakayoko lance 28 chantiers

Le Jour Plus - vendredi 18 janvier 2019

Bouaké et Korhogo disent non, non et non

Le Jour Plus - vendredi 18 janvier 2019

«Je ne crois pas à un divorce irrémédiable de Bédié avec le Rhdp

Le Jour Plus - vendredi 18 janvier 2019

Violation de la Constitution, intimidations, menaces, immixtion dans l'exercice de leur fonction...

Les magistrats de Côte d'Ivoire se révoltent



Le Palais justice d'Abidjan-Plateau.

Les Magistrats de Côte d'Ivoire, réunis au sein des deux syndicats, l'Union Nationale des Magistrats de Côte d'Ivoire (UNAMACI) et l'Association Syndicale de la Magistrature (ASM), constatent une dégradation progressive de leurs conditions morales et psychologiques de travail en raison de violations récurrentes des textes régissant leur corporation, de menaces, d'intimidations et d'immixtions dans l'exercice de leurs fonctions. Ces faits amènent les Magistrats de Côte d'Ivoire à faire la présente déclaration. Les Magistrats de Côte d'Ivoire tiennent à rappeler que: - toutes les Constitutions de la Côte d'Ivoire indépendante ont consacré l'Etat de droit et le principe de la séparation des pouvoirs. Ainsi, celle du 8 novembre 2016 dispose en son article 139 : "Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif et législatif. Le Président de la République est le garant de l'indépendance du Pouvoir Judiciaire. Il est assisté par le Conseil supérieur de la Magistrature" ; - le principe de la séparation des pouvoirs, principe fondamental de toute démocratie, fait interdiction à chacun des trois pouvoirs - Exécutif, Législatif, Judiciaire - de s'immixer dans le domaine de compétence d'un autre; - l'Etat de droit suppose l'égalité de tous devant la Loi, et des Juridictions Indépendantes. C'est pourquoi, la Constitution Ivoirienne, en son article 140 in fine, dispose: " ... Le juge n'obéit qu'à l'autorité de la Loi" ; - le principe de l'égalité de tous devant la Loi signifie qu'aucun citoyen, quel qu'il soit, ne doit être ou ne doit se sentir au-dessus de la Loi; - la Justice, clef de voûte de l'édifice social, constitue le dernier rempart contre l'arbitraire et les abus de tous genres dans un Etat de droit. - l'indépendance du Pouvoir Judiciaire, proclamée par l'article 139 de la Constitution Ivoirienne, est une garantie, autant pour les Magistrats, contre les pressions de toutes sortes dont ils peuvent être l'objet, que pour tous les citoyens soucieux du respect de leurs droits fondamentaux; - en vertu de la Constitution, le Président de la République a le devoir

d'assurer l'exécution des décisions de justice et de protéger le Magistrat contre toute forme d'ingérence, de pressions, d'interventions ou de manœuvres ayant pour effet de nuire à l'accomplissement de sa mission (article 140 alinéa 2). En dépit de ces dispositions constitutionnelles, les Magistrats de Côte d'Ivoire notent, avec regret: - des mutations sanctions de certains d'entre eux dont le seul tort est d'avoir exercé leur office en leur âme et conscience et conformément à la Loi; - la contestation, par un membre du pouvoir législatif, de la portée de la formule exécutoire aux termes de laquelle "la justice est rendue au nom du peuple de Côte d'Ivoire" ; - des menaces provenant de certains membres du pouvoir exécutif. Ainsi, il y a quelques semaines, un membre du Gouvernement, s'exprimant au nom d'un groupement politique, s'est autorisé à adresser des menaces et injonctions à la Chambre Administrative de la Cour Suprême, ouvrant, de ce fait, la voie à d'autres justiciables, en mal de publicité, pour proférer des injures, menaces et intimidations à l'endroit des Institutions Judiciaires et des Magistrats, ainsi livrés à la vindicte populaire. Aussi, les Magistrats de Côte d'Ivoire: 1- condamnent avec la dernière énergie ces violations de la loi fondamentale et ces immixtions intolérables dans l'exercice de leurs fonctions; 2- réaffirment leur attachement au respect de l'Etat de droit et au principe de la séparation des pouvoirs, fondement de l'indépendance du pouvoir Judiciaire; 3- exhortent tous les Magistrats à resserrer leurs rangs en vue de faire face à toutes les agressions d'où qu'elles viennent; 4- invitent à la retenue tous les auteurs, commanditaires et complices des menaces, intimidations et attaques injustifiées dirigées contre les Institutions Judiciaires et leurs animateurs; 5- en appellent au Président de la République, garant constitutionnel de l'indépendance du Pouvoir Judiciaire, afin qu'il prenne des mesures propres à faire respecter la séparation des pouvoirs et à faire cesser, par voie de conséquence, les graves intrusions de nature à ébranler les fondements de l'Etat de droit.

Fait à Abidjan le 16 janvier 2019

Ordre du mérite de la Fonction publique

Neuf cadres du Trésor public distingués



Une vue des quelques cadres décorés.

respectives. Il les a exhortés à demeurer dans cette veine afin d'être un modèle pour les générations à venir.

J. CÉSAR

Pour s'être distingués par leur travail, leur contribution active au service de l'administration, et notamment dans la modernisation et le renforcement de l'efficacité de l'administration, neuf cadres de la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique ont été distingués. La cérémonie de décoration s'est déroulée à l'esplanade de l'École nationale d'administration (Ena) vendredi 11 janvier dernier. Quatre ont été faits Commandeurs, deux Officiers et trois Chevaliers dans l'ordre du mérite de la Fonction publiques. Il s'agit respectivement de N'Guessant Jean Pierre, Kossonou Kouassi Ignace et Kouamé Kouadio Félix de l'Inspection générale du Trésor, Kassi N'Guessan Jacques, directeur de la qualité et de la normalisation. Les deux officiers sont Adama Koné, trésorier général d'Agboville et Diarra Lanciné (à titre posthume). Les trois chevaliers sont Kouakou Kouaho Eugénie Affala, trésorier général d'Abidjan Sud, Ahoussi Lydie épouse Guibéi, agent comptable des créances contentieuses, et Gonnet Gbato Jules de l'inspection générale du Trésor. C'est sur la base des critères d'ancienneté de service, de probité et de discipline, que ces propositions ont été analysées et validées par le conseil de l'Ordre du mérite de la Fonction publique. Ces choix ont été actés par le Président de la République pour les Commandeurs et par le ministre de la Fonction publique pour les Officiers et Chevaliers. Ministre de la Fonction publique le Général Issa Coulibaly a exprimé sa reconnaissance au Chef de l'Etat Ivoirien et à son Premier ministre, qui ont permis la tenue de cette cérémonie et pour les appuis qu'ils apportent dans le processus de redynamisation de l'administration publique, afin de la rendre plus performante. Aux récipiendaires, le ministre a indiqué, que s'ils sont honorés aujourd'hui, c'est parce dans leur vie au quotidien, ils ont su cultiver les valeurs de probité, d'abnégation au travail, de discipline, de rigueur et d'efficacité au service de leurs organisations

Investiture du nouveau Président malgache / Le vice-Président est arrivé hier, dans la soirée, dans la capitale de la République de Madagascar.

Duncan représente Ouattara à Antananarivo



Daniel Kablan Duncan assiste aujourd'hui à l'investiture d'Andry Nirina Rajoelina. (PHOTOS : D. R)

l'occasion dans les prochaines semaines de chercher les voies et moyens pour renforcer leur coopération. Notamment au niveau des échanges commerciaux qui restent faibles. Le vicePrésident qui a été accueilli par le Premier ministre malgache Ntsay Christian sera reçu, cet après-midi, par le Président Andry Rajoelina. Il aura avant cette audience, une rencontre avec la communauté ivoirienne vivant à Madagascar. Il est accompagné dans cette mission, au niveau gouvernemental, de la Secrétaire d'État auprès du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des droits de l'homme, chargée des droits de l'homme, Mme Aimée Zebeyoux.

ETIENNE ABOUA

Le vice-Président Daniel Kablan Duncan représente le Chef de l'Etat à l'investiture du nouveau Président de la République de Madagascar, Andry Nirina Rajoelina. à son arrivée, hier, à L'aéroport d'Antananarivo d'Ivato, il a réaffirmé l'excellente coopération qui existe au niveau politique entre la Côte d'Ivoire et Madagascar (la grande île). La Côte d'Ivoire ne pouvait donc pas être absente à ce grand rendez-vous. Outre cet aspect, le vice-Président a également souligné qu'au vu de la grande amitié qui lie le Président Ouattara à son homologue malgache, Andry Nirina Rajoelina, c'était un devoir pour la Côte d'Ivoire d'être présente à cet important événement "Nous sommes heureux de représenter SEM. le Président de la République, Alassane Ouattara, à l'investiture de son ami, le Président Andry Rajoelina, qui se tiendra samedi. Les relations entre Madagascar et la Côte d'Ivoire sont très anciennes et de qualité. Je me rappelle quand nous étions étudiant, nous avons accueilli l'ancien Président Tsiranana, c'était sous Félix Houphouët-Boigny. Ces relations datent donc de longtemps. Elles ont été maintenues. Je dois dire qu'en ce qui nous concerne, nous étions déjà venu ici à Madagascar lors de la réunion de la Francophonie en novembre 2016. Le Président Alassane Ouattara a des relations personnelles avec le nouveau Chef de l'Etat malgache, Andry Rajoelina. Il a souhaité que nous puissions être là pour le représenter et lui porter un message d'amitié et de coopération", a-t-il dit. L'investiture du Président Andry Rajoelina intervient une semaine après la proclamation de sa victoire par la Cour constitutionnelle malgache. Il a battu avec 55,66% des suffrages exprimés contre 44,34% pour son adversaire, Marc Ravalomanana, à l'issue du 2e tour de la dernière élection présidentielle, le 19 décembre 2018. Pour le vice-Président duncan, ces deux pays auront



Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique / La troisième édition de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique (Ciea) s'est ouverte hier à Dakar, au Sénégal.

Quand le continent africain prend son destin en main



Les dirigeants africains sont soucieux de l'émergence du continent. (PHOTOS:DR)

La salle des plénières du Centre international des conférences Abdou diouf (Cicad) a refusé du monde hier. des dirigeants africains et leurs délégations qui les accompagnent, les représentants des partenaires au développement, opérateurs économiques, représentants du système des Nations unies, étudiants... tous mobilisés pour prendre part aux travaux de la troisième édition de la Ciea qui s'est ouverte dans l'ancre dakarois. L'objet, le thème et les enjeux justifient bien cette mobilisation massive des participants : le thème central étant: «Emergence, secteur privé et inclusivité». En effet, depuis les dernières années, en vue d'améliorer le niveau de vie des populations, le continent africain, du moins les dirigeants africains se sont engagés dans une dynamique de développement de leur continent. Ils se sont alors retrouvés, par deux fois (2015 et 2017), pour définir les spécificités de modèles d'émergence du continent. depuis hier et pendant trois jours, à la faveur de la troisième édition de la Ciea, ils vont plancher sur le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre des différents plans d'émergence ou de développement. «Cette rencontre est une opportunité pour mener des réflexions sur la vie de nos pays, sur leur développement au profit de nos populations, donc à l'émergence », a indiqué le président de la république du Sénégal Macky Sall, dans son adresse d'ouverture. La condition pour y parvenir, c'est la détermination des Chefs d'Etat, leur volonté d'engager leurs pays respectifs dans une dynamique de développement inclusif et mobiliser toutes les forces vives du pays et tisser des partenariats solides entre l'Etat et le secteur privé. «L'Afrique doit refuser la fatalité du sous-développement. Et pour gagner le pari de l'émergence, il

faut un état d'esprit c'est-à-dire croire en nous-mêmes, mobiliser des partenariats bénéfiques... », a exhorté le président sénégalais. saluant l'initiative de cette rencontre portant sur l'émergence du continent africain dont le précurseur n'est autre que le président ivoirien Alassane Ouattara. La preuve, les deux premières éditions de la Ciea ont eu lieu à Abidjan en Côte d'Ivoire (en 2015 et 2017). Aujourd'hui, à en croire Macky Sall, l'Afrique a les arguments et les ressources nécessaires qui lui permettent de prendre son envol et son destin en main. Car, après avoir subi les affres de l'histoire coloniale, le continent doit regarder «l'avenir et aller de l'avant». Cet appel de Macky Sall doit sonner comme le développement qui s'acquiert, comme l'émergence qui se conquiert par une vision. Cette vision, dit-il, les dirigeants africains l'ont, ils sont à la tâche et comptent sur les efforts des Africains eux-mêmes. «Nous devons compter sur nos propres forces car l'aide au développement ne peut pas nous développer », a ajouté le président Macky Sall. revenant sur le thème de la troisième Ciea: «émergence, secteur privé et inclusivité», Macky Sall a précisé que ce sujet soulève plusieurs questionnements dont l'accès aux crédits, les rapports secteurs privés national et international. C'est pourquoi, il a insisté sur la nécessité d'industrialiser le continent africain car l'Afrique ne peut uniquement se contenter de la vente de matières premières. «L'émergence commande aussi la transformation des matières premières pour créer des chaînes de valeur et des emplois ainsi que des parcs industriels», propose le président du pays hôte de l'édition 2019 de la Ciea. Avant d'ajouter qu'il faut un nécessaire soutien au secteur privé pour qu'il soit viable et compétitif. saluant aussi les « champions d'Afrique du secteur privé». L'inclusion sociale est également un défi majeur pour les pays africains aspirant à l'émergence. En la matière, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont engagés dans les mêmes programmes de haute portée sociale : la Couverture maladie universelle (Cmu), sécurité familiale, amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'électricité, l'allègement de la pénibilité des travaux des femmes en milieu rural. pour tous ces défis, Macky Sall veut bien partager sa foi, sa foi en une « Afrique émergente, en une Afrique que rien ne doit arrêter dans sa marche vers le développement, parce que « l'heure de cette Afrique a sonné. Et nous devons gagner le pari de l'émergence », a-t-il professé. La Conférence internationale sur l'Emergence de l'Afrique est une plateforme d'échange qui a été instituée pour accompagner les dynamiques de transformations

Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique, à Dakar

Quand le continent africain prend son destin en main

PP.4-5



• Selon le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui représente le chef de l'Etat à Dakar, « il est impératif de promouvoir et d'accompagner les champions nationaux »

structurelles dans les pays émergents, en se basant sur une mutualisation des expertises et bonnes pratiques en la matière et en initiant des débats de fond. Ainsi, après le discours d'ouverture, un panel de haut niveau portant sur « le rôle du secteur privé comme moteur de l'émergence : développement des champions nationaux, régionaux et des investissements privés » s'est tenu. Le premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, qui a représenté le Chef de l'Etat à cette rencontre y a partagé la vision de la Côte d'Ivoire au travers de son plan national de développement 2016-2010.

GERMAINE BONI

Programme d'urgence du Président Ouattara / Le maire Hamed Bakayoko a visité hier les projets qu'il a initiés dans le cadre de l'exécution du programme d'urgence du Président Alassane Ouattara pour la commune d'Abobo.

Hamed Bakayoko lance 28 chantiers



Hamed Bakayoko (à droite) a expliqué aux entrepreneurs la nécessité de bien exécuter les travaux.

« Ce matin, j'ai effectué une visite des 28 chantiers ouverts dans la commune d'Abobo. Je suis heureux de constater l'avancement de ces travaux. Et d'ici à la fin du mois de mars, ce sont 11 tronçons impraticables qui seront réhabilités. Et nous allons nous pencher sur les autres projets dans les domaines de l'éducation, la santé et la sécurité. Nous irons au-delà de tous ces travaux car nous l'avons promis aux populations. Encore une fois, merci à ces hommes, aux femmes et aux élèves que j'ai pu rencontrer ce jour ». C'est ce qu'a déclaré hier le maire d'Abobo qui a officiellement lancé 28 chantiers à travers sa commune. Hamed Bakayoko entame ainsi l'exécution du programme d'urgence pour la commune d'Abobo (Puca), une initiative du Président Alassane Ouattara destinée à l'amélioration de l'état de cette commune et des conditions de vie et d'existence de ses populations. Il a informé que la transformation de la commune d'Abobo se poursuivra avec la réalisation des grands projets de construction du Centre hospitalier universitaire (Chu), d'un lycée d'excellence, du collège que la première dame, Dominique Ouattara, compte construire à Abobo, de la caserne des sapeurs-pompiers. De Plaque 1 à AnonkoiKouté en passant par PK 18 et Akeikoi, Hambak a constaté l'état d'avancement des travaux, échangé avec les ouvriers et fait des recommandations pour la parfaite exécution des chantiers. Le collaborateur de Ouattara a eu une séance de travail avec les responsables des entreprises retenues pour la construction des écoles, des commissariats, les rechargements, le butinage de voies etc. Il a insisté sur la nécessité de bien exécuter ces travaux « qui sont d'une extrême importance pour la Côte d'Ivoire et pour la commune martyre d'Abobo ».

Hambak: « Je suis heureux

de constater que les travaux avancent». Le "golden boy" n'a pas manqué de rappeler l'intérêt particulier qu'accorde le Président de la République pour ce programme censé rétrocéder aux populations de cette commune ce qu'elles ont donné pour le respect de la démocratie et le retour de la sécurité. Hambak s'est félicité que la commune d'Abobo soit devenue un vaste chantier « où les machines et les engins de construction n'ont pas de temps de repos. Il était accompagné du directeur technique de la mairie, Coulibaly Vally Pierre, du chef de missions du bureau national d'études techniques et de développement (Bnetd), Konan Dominique. «Je suis venu voir par moi-même le niveau d'avancement des travaux. Avec le programme d'urgence et le Bnetd qui nous accompagnent, c'est 28 chantiers qui sont ouverts aujourd'hui à Abobo. Nous avons la construction d'écoles, de centres de santé, de commissariats, de rechargement et de bitumage de voiries. Tout cela pour obtenir rapidement et concrètement des résultats qui améliorent les conditions de vie des populations. Nous avons promis cela et aujourd'hui Abobo est en chantiers. Je suis très heureux de constater que les travaux engagés avancent bien », a conclu le maire d'Abobo qui a été accueilli et accompagné par des milliers de personnes, sous une pluie battante.

DIABATÉ FRANCK BOYO

Libération de Gbagbo et Blé Goudé / Les populations ont manifesté dans les deux villes, hier n Un manifestant : «Gbagbo a fait des torts, il doit rester en prison»

Bouaké et Korhogo disent non, non et non



Les manifestations contre la libération de Laurent Gbagbo et Blé Goudé se poursuivent à Abidjan et à l'intérieur du pays.

La colère continue d'exploser à travers les villes et communes de la Côte d'Ivoire après la décision de libération immédiate de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Des centaines de jeunes de la ville de Bouaké ont manifesté, hier jeudi 17 janvier 2019 dans la capitale de la région du Gbêkè, (Bouaké) pour exprimer leur désapprobation quant à la décision des juges de la 1ère chambre de la Cour pénale internationale (Cpi) de faire recouvrer la liberté à Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. A la gare routière, dans un rassemblement pacifique, ces jeunes, avec à leur tête Diomandé Ben Moustapha, ont demandé à la Cpi de maintenir les deux détenus dans les liens de l'accusation, jusqu'à la fin de leur procès conjoint : « Libérer Laurent Gbagbo, c'est comme tourner le couteau dans la plaie de nos parents victimes. C'est une manière de montrer que tout ce que nous avons subi en tant que victimes, c'est rien pour les uns et les autres. On est frustré », a dit Diomandé Ben Moustapha.

“Nous ne sommes pas d'accord avec cette libération”. Qui n'a pas manqué d'accabler Charles Blé Goudé. « Nous ne sommes pas d'accord avec cette libération. Et ce qui fait encore plus mal c'est qu'on nous dit que Charles Blé Goudé a été acquitté de toutes les charges retenues contre lui ». Ces jeunes visiblement remontés ont manifesté bruyamment leur colère en incendiant des pneus au rondpoint de la gare routière. « Nous sommes des mouvements de jeunes de Bouaké. Nos parents ont payé le lourd tribut de la guerre sous le règne de l'ex-président

Laurent Gbagbo. Sa libération sera une injustice vis-à-vis des victimes. Nous nous opposons à cette libération », a dit un autre manifestant. Les forces de l'ordre déployées ont dispersé très vite ce mouvement d'humeur. Le président de jeunesse de Bouaké a souhaité que la Cpi garde les deux accusés au centre de détention de Scheveningen.

“ Il doit rester en prison”. A Korhogo, à 603 km d'Abidjan, dans la capitale du Poro, des populations ont également manifesté pour dire non à la libération des deux détenus ivoiriens. Pancartes en mains et scandant par moments « Cpi, on ne veut pas, Cpi on ne veut... » Les manifestants ont perturbé la circulation. Joint au téléphone en fin de matinée, hier Amara Coulibaly n'a pas caché sa colère contre Laurent Gbagbo : « Gbagbo a fait des torts, il doit rester en prison ». L'ex-chef de l'Etat Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ont été acquittés, le mardi 15 janvier de toutes les charges qui pesaient sur eux, après trois ans de procès et sept ans de détention pour le premier un peu moins pour le second. Ils sont ou étaient, c'est selon, poursuivis pour leur implication “supposée” dans les violences post-électorales de 2011 qui ont fait officiellement 3000 morts. Le bureau du procureur de la Cour a aussitôt interjeté appel de cette décision d'acquittement. Cet appel a pour conséquence le maintien en détention des deux prévenus, en attendant le verdict de la Chambre d'appel prévu pour une date inconnue.

Y. COULIBALY

Avant le congrès constitutif du Rhdp/ Ba Karamoko, départemental Rdr de Bouaké :

«Je ne crois pas à un divorce irrémédiable de Bédié avec le Rhdp



Secrétaire départemental du Rassemblement des républicains (Rdr) à Bouaké, Ba Karamoko et tous les responsables locaux des partis membres du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), s'activent afin que le Gbêkê joue sa partition dans le succès du rassemblement du 26 janvier prochain.

Comment se prépare le congrès du Rhdp à Bouaké ? Le Pré-congrès se prépare dans les meilleures conditions possibles. Depuis une semaine, nous avons mis en place un comité d'organisation local présidé par le maire Nicolas Djibo. Ce comité s'est mis au travail en vue de contribuer à la réussite de cet événement. Je peux vous dire que depuis hier soir (Ndlr : vendredi 11 janvier) tout est prêt. Toutes les commissions ont été mises en place. Nous avons donné pour ce précongrès les quatre grands thèmes et des responsables élus pour diriger les travaux. Outre M. Nicolas Djibo, l'honorable Louis Habonouan et moi assurons la vice-présidence, appuyés par des rapporteurs, des secrétaires et des membres de chaque parti. Ce sont ces vaillants soldats de bonne volonté, déterminés qui mèneront à bonne fin les travaux du précongrès du Rhdp à Bouaké.

Quel est l'avenir des partis politiques qui composent le Rhdp? C'est une question qui pend sur toutes les lèvres. C'est une union de partis décidés à se battre avec acharnement pour que la paix et la démocratie continuent d'être une réalité dans le pays. Les plus hésitants rejoindront le groupement, car personne n'a intérêt à se

mettre à l'écart puisqu'il s'agit de notre pays, la Côte d'Ivoire. Soyons tous Rhdp, et progressons.

Ces partis n'existeront donc plus après le 26 janvier prochain ? Aucun sacrifice n'est grand pour une paix durable. C'est d'ailleurs l'objectif fixé par nos hiérarchies.

Le Président du comité d'organisation du congrès, Adama Bictogo, a appelé ceux qui ne se détermineront pas à rendre le tabouret. Etes-vous d'avis ? Oui. Il a dit ce qu'il pense, comme à son habitude, avec la franchise qui le caractérise. Certains en ont été choqués mais c'est une question de choix. Soit on est Rhdp, soit on ne l'est pas. Dans la vie, il faut être honnête. Une personne ne peut pas s'asseoir sur deux chaises à la fois. Ce n'est vraiment pas responsable de louvoyer. Nous voulons l'unification de la Côte d'Ivoire. Nous voulons que tous les fils et toutes les filles se réclamant de l'houphouëtisme soient ensemble à partir de ce grand creuset que sera le Rhdp pour bâtir la Côte d'Ivoire dans la paix.

Les démembrements du PdcirDa se réclament à la fois membres du Pdc et du Rhdp. Il s'agit du Pdc renaissance, de "Sur les traces d'Houphouët" et autres.

Que pensez-vous de leur option ? Le Pdc dans sa totalité sera le bienvenu au Rhdp.

Comment expliquez-vous le refus du Pdc de Bédié d'adhérer au Rhdp? Le Pdc dans toute son entièreté nous rejoindra. Je le pense et je le dis, le Pdc rejoindra le Rhdp. Dans l'Union et l'unité, sans exclusion de qui que ce soit. Les enfants du père fondateur se retrouveront pour faire de la Côte d'Ivoire un pays de paix et de cohésion afin que les opérateurs économiques et les bailleurs de fonds puissent travailler en toute sérénité. Il peut y avoir des incompréhensions qui pourront être vite aplanies si la volonté existe. Mais je ne crois pas à un divorce irrémédiable de Bédié avec le Rhdp.

Peut-on espérer une négociation pour un retour du président Bédié ? Moi, je le souhaite de tout cœur, comme le président de la République ainsi que les membres du gouvernement. De même que le souhaitent également tous ceux qui militent pour une Côte d'Ivoire paisible et unie. Le Président Alassane Ouattara en fait son cheval de bataille. La Côte d'Ivoire finira par sortir des rancœurs et rancunes personnelles pour ne privilégier que la recherche effrénée de la paix dans une démocratie véritable, facteur de progrès.

Quels sont les défis à relever pour Bouaké dans le cadre de ce congrès ? Je ne pense pas que Bouaké ait un défi plus grand à relever qu'ailleurs. Mais évidemment, Bouaké doit montrer dans sa globalité son attachement d'abord au président de la République, Alassane Ouattara,

à son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, et à tout le gouvernement pour le travail abattu, et qui se poursuit. Vous avez lu dans les journaux tout ce qui a été débloqué pour changer Bouaké. Bouaké est une ville stratégique dans le dispositif politique du pays. Après Yopougon et Abobo, vient la commune de Bouaké. En ce qui nous concerne, nous avons rencontré tous les responsables locaux des partis membres du Rhdp. Nous sommes très fiers d'eux, de leur détermination à aller au congrès pour le marquer de leur présence.

Que vous inspire la plateforme initiée par le président Henri Konan Bédié qui envisage regrouper en son sein les partis et mouvements de l'opposition qui le souhaiteraient ? Laissons venir les choses. Nos dirigeants sauront apprécier et nous guider sur le bon chemin.

Candidat à la candidature pour les dernières élections municipales à Bouaké, vous n'avez pas été choisi par la direction de votre parti. Vous avez su non seulement créer les conditions de la cohésion qui a valu la victoire de votre parti à Bouaké, mais on vous voit aux côtés du maire Nicolas Djibo, main dans la main. Votre secret ? Il n'y a pas de secret personnel. Je suis simplement un militant discipliné. Mon parti n'a pas choisi ma personne pour diriger la mairie pour laquelle j'avais des ambitions. Mon parti a choisi le Maire Nicolas Djibo. J'ai accepté cette décision, car ma personne ne compte pas plus que la collectivité. J'ai pu convaincre tous les militants à force de persuasion pour qu'on aille tous ensemble soutenir le candidat choisi pour la mairie de la ville de Bouaké. Je ne vais donc pas m'en enorgueillir tout seul. Je suis plutôt fier d'avoir pu contribuer à ramener la paix et l'union. Vous me voyez avec le maire Nicolas Djibo, c'est parce qu'il reconnaît ce que nous avons fait. Il nous traite également avec le maximum d'amitié, de fraternité et de militantisme. En retour, nous ne pouvons que lui apporter notre soutien. Nous avons des membres de notre parti que nous avons proposés dans le conseil municipal. Il les a acceptés pour mettre en place une équipe sûre qui va gagner. Rien ne pourra nous opposer dorénavant. Le maire Nicolas Djibo me respecte, je le respecte aussi. Nous respectons le doyen Fanny Ibrahim qui est notre source de sagesse. C'est cette grande famille qui gère Bouaké avec beaucoup de sérénité. Nous saluons l'implication totale et active du jeune ministre Amadou Koné grâce à qui nous sommes parvenus à ce résultat. Nous l'encourageons à continuer à rassembler toutes les filles et tous les fils de Gbêkê sans distinction d'ethnie et de genre pour que le spectre de la division qui nous a coûté cher disparaisse à jamais de Bouaké.

Un appel à lancer à l'endroit de ceux qui émettraient encore des réserves quant à leur adhésion au Rhdp, le 26 janvier prochain ? Je lance un appel sincère aux frères et sœurs qui n'ont pas encore compris l'irréversibilité du Rhdp, et la chance que cela représente pour notre pays. Quand on a un leader comme Alassane Ouattara avec comme Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, on ne peut pas penser autrement qu'à la réussite de ce pays. Laissons le temps de réflexion pour les hésitants, il faut qu'ensemble on aille tous au Rhdp, le creuset fondamental du développement de la Côte d'Ivoire, élément important de cohésion sociale, de paix et d'union entre tous les fils et toutes les filles de notre pays.

OSCAR KOUASSI